DIAL 2742

VENEZUELA - La Victoire de Chávez

mercredi 1er septembre 2004, mis en ligne par Dial

Hugo Chávez a remporté le référendum révocatoire du 15 août 2004. Les Vénézuéliens ont voulu à une forte majorité qu'il poursuive son mandat jusqu'au terme prévu de janvier 2007. L'événement est important tant pour le Venezuela (cf. article de Luis Hernández Navarro, paru dans La Jornada, Mexique, le 17 août) que pour l'Amérique latine (cf. l'article de Diego Cevallos, avec le concours de Marcela Valente (Argentine) et de Mario Osava (Brésil), paru dans IPS le 16 août).

Editorial

Chávez, dans les filets de la presse

La nouvelle victoire électorale de Chávez sera-t-elle l'occasion pour la presse de s'interroger sur la mésinformation persistante qu'elle véhicule massivement concernant le président Chávez et la situation au Venezuela ? Il est peu probable qu'il y ait à attendre quelque changement en ce domaine de la part des médias vénézuéliens qui sont massivement contrôlés par l'opposition et qui pratiquent sans vergogne la surenchère, la distorsion, la dissimulation d'informations majeures, le mensonge, les mises en scène dramatisantes reposant sur du vent. Une presse dépourvue de toute éthique en matière d'information.
« Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose », disait Voltaire.
De ces mensonges, il n'en est pas resté assez pour que le peuple vénézuélien leur fasse crédit.

Mais qu'en est-il de la presse française ? Force est de reconnaître que les informations qu'elle transmet sur le Venezuela ne témoignent pas d'une compréhension équilibrée de la situation. Est-elle victime du martèlement unilatéral de la presse vénézuélienne ? Est-elle victime d'un comportement qui consiste à davantage fréquenter l'opposition aisée que les classes pauvres reléguées dans les barrios ?

Comment se fait-il qu'un grand quotidien national ne trouve pas d'autre grand titre pour annoncer la victoire de Chávez que d'affirmer qu'il continue de « diviser » les Vénézuéliens ? Pourquoi tel autre, censé être de gauche, choisit-il de mettre précisément en exergue les propos d'un opposant qualifiant le projet de Chávez de « projet militaire » et assurant, dans son éditorial, qu'il s'agit d'un président « borné, démagogue et autoritaire », information dont le simplisme explicatif sur ce qui vient de se passer laisse pantois… Pourquoi estime-t-on régler le cas Chávez en le qualifiant de « populiste », mot qui possède une telle charge négative qu'il ne donne manifestement pas envie d'approfondir davantage la situation. Pourquoi, dans tel autre grand quotidien, les mesures sociales importantes prises par Chávez sont-elles aussitôt disqualifiées en les traitant d'« électoralistes » ? N'est-il pas hautain, sinon méprisant, d'en appeler au « national-populisme tropical », comme si ce pseudo-concept « continental » pouvait engendrer autre chose, en matière de compréhension, qu'un miroitement de paillettes ? Pourquoi, généralement, la presse ironise-t-elle sur l'abondance verbale dont fait preuve le président sans prendre simultanément au sérieux l'écoute extraordinaire dont il bénéficie de la part des classes populaires dont il est bien le premier président à parler le langage ? Pourquoi rapporter les propos à sens unique de l'opposition en le qualifiant de « dictateur » sans préciser qu'il est cet « étrange dictateur » d'un pays qui n'a pas un seul

prisonnier politique dans ses geôles ?

Comment ironiser sur l' « autoritarisme » de ce militaire sans s'étonner que des officiers rebelles aient pu occuper pendant des semaines une place centrale de la capitale du pays sans en être chassés par la force, situation qu'aucune démocratie occidentale n'aurait tolérée une seule journée ? Pourquoi ne pas reconnaître que la fidélité de Chávez à la Constitution qu'il a lui-même fait voter a été un élément essentiel dans le maintien du jeu démocratique ? Pourquoi ne pas dénoncer avec autant de force les appels au meurtre contre Chávez lancés récemment par l'ancien président Pérez (Chávez mériterait de « mourir comme un chien ») comme une insulte insupportable à la démocratie face auxquels les dérapages verbaux de Chávez ne sont que propos d'enfants de chœur ?

Autre fait remarquable : les opinions sur Chávez ne sont pas traversées en France par le clivage politique traditionnel de la presse, puisque tel grand quotidien de gauche se montre manifestement favorable à l'opposition vénézuélienne et que tel grand quotidien de droite se met à publier des articles dont l'honnêteté (mais ce ne fut pas toujours le cas) honorerait la gauche.

Des critiques peuvent être faites à Chávez mais sans tomber dans une caricature mensongère et malveillante du personnage. Comme pour rétablir l'équilibre, Dial a choisi aujourd'hui de publier des textes « alternatifs » manifestant une opinion positive raisonnée à l'égard du président.

Pour en revenir à la presse du Venezuela, un texte tout récent d'Eduardo Galeano nous servira de conclusion : « 'Ici, il n'y a pas de liberté d'expression !', clament avec une absolue liberté d'expression les écrans de télévision, les ondes radios et les pages des journaux. Chávez n'a pas fermé une seule des bouches qui déversent quotidiennement insultes et mensonges. La guerre chimique destinée à envenimer l'opinion publique se poursuit impunément. L'unique canal de télévision fermé au Venezuela, le Canal 8, n'a pas été victime de Chávez mais de ceux qui usurpèrent sa présidence pendant deux jours, au cours du coup d'Etat fugace d'avril 2002. Et quand Chávez sortit de prison et récupéra la présidence, accompagné d'une immense multitude, les grands médias vénézuéliens n'informèrent pas de ce nouvel événement. La télévision privée passa toute la journée des films de Tom et Jerry. » (La Jornada 19 août 2004)

Dial, 20 août 2004

Les raisons d'une victoire

Hugo Chávez s'est offert le palmarès. Pour la huitième fois consécutive depuis 1998, il a triomphé dans une consultation populaire ou une élection présidentielle. « La balle est tombée au centre de la Maison Blanche, nous avons fait un carton » dit-il devant la foule réunie face au Palais de Miraflores pour célébrer son triomphe, et il a ajouté « C'est un cadeau pour Bush. »

Cette fois, sur 94% des résultats enregistrés, le président du Venezuela a obtenu 58,25 % des votes. Ce pourcentage est supérieur à celui obtenu lorsqu'il fut élu en 1998 avec 56,2% des suffrages, et supérieur aux 57% qu'il atteignit lorsqu'il fut réélu en 2000. Ce triomphe est encore plus remarquable si on considère que plusieurs de ses anciens alliés il y a six et quatre ans font partie aujourd'hui de l'opposition dans la Coordination démocratique, et que, cette fois, l'abstention a été seulement de 27% contre 36,5% en 1998 et 43,8% en 2000.

La victoire de Chávez n'a pas dû plaire à Washington. Le gouvernement vénézuélien a régulièrement défié la Maison Blanche sur les intentions « unipolaires » de sa politique extérieure et tout indique qu'il continuera à le faire. Il a maintenu d'excellentes relations avec Cuba, auquel il fournit du pétrole en échange d'une aide médicale et sportive. Il a refusé de s'impliquer dans la guerre des Etats-Unis contre la drogue en Colombie et a recherché des voies d'entente avec les guérillas de ce pays.

Qui plus est, au Sommet des Amériques réalisé au Québec en 2001, il a refusé d'accepter une résolution en faveur d'une zone de libre-échange pour le continent. Pour promouvoir la réorganisation du marché pétrolier en faveur des pays producteurs, il a favorisé d'étroites relations avec la Libye et l'Irak, qui font partie de l'axe du mal pour l'administration Bush. Il a critiqué les Etats-Unis pour les pertes civiles causées par les bombardements en Afghanistan. Il a organisé avec succès le second Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements membres de l'OPEP, qui eut lieu à Caracas en septembre 2000, et qui a été le point de départ de l'actuelle hausse des prix du pétrole.

Hugo Chávez a mis en pratique une politique pétrolière nationaliste qui heurte les grandes entreprises transnationales du secteur et les organismes financiers multilatéraux. Une politique qui montre qu'il est possible de résister avec succès au fonctionnement de quelques aspects de la globalisation néolibérale. Il a repris le contrôle de l'industrie nationalisée en 1976 et a donné la priorité à la nationalisation de la production et à la diversification des activités de ce secteur, à l'encontre de ladite « génération Shell », c'est-à-dire des dirigeants qui ont fait pression pour que le Venezuela quitte l'OPEP et qui ont promu la privatisation de la compagnie pétrolière d'Etat, la PDVSEA. Son savoir-faire et son indépendance ont valu à cette nation un leadership mondial indiscutable en ce domaine.

Le pétrole est une affaire clé. Depuis 1925, l'or noir est devenu le premier produit d'exportation de ce pays. Cette réalité a modelé pendant de nombreuses années le système de démocratie restreinte et a affaibli la lutte des classes. De fait, la démocratie vénézuélienne fondée sur le Pacte de Punte Fijo [1] (1958) reposait sur la distribution de la rente pétrolière dans le cadre d'un système de clientélisme politique.

Une des clefs du triomphe présidentiel dans le référendum révocatoire réside précisément dans la façon dont a été redistribuée la rente pétrolière, en la retirant aux anciens bénéficiaires et en en destinant une partie aux secteurs les plus pauvres du pays. Ce qui n'est pas rien si on considère que près de 70% des 25 millions d'habitants se trouve en situation de pauvreté. Le gouvernement bolivarien a orienté cette année 3 milliards 200 millions de dollars des revenus pétroliers pour entreprendre un audacieux programme dans le domaine social, la production agricole et les infrastructures. La dépense atteindra 32% du PIB.

La réforme agraire mise en route durant son mandat a été également significative. Avec 70% des terres cultivables entre les mains de seulement 3% des propriétaires, il a établi une « Loi des terres » qui fixe une limite maximale à la propriété rurale et qui a permis la distribution de plus de 2 millions d'hectares. Cette réforme, ainsi que la reconnaissance juridique des droits des peuples indigènes et de l'existence d'une profonde discrimination raciale, a donné le pouvoir à ceux qui ne l'avaient pas et provoqué un malaise chez les puissants. Tant et si bien que les chambres du commerce et de l'industrie ont protesté pour la première fois contre le pouvoir exécutif, le 10 décembre 2001, en lançant un appel à la grève pour s'opposer à la « Loi des terres » parce qu'elle était supposée contraire aux droits de propriété.
Les choses étant ainsi, il n'y a pas lieu de s'étonner que les plus humbles soient convaincus que leur président est l'unique force qui refuse d'accepter une globalisation qui se réalise à leurs dépens.
On peut débattre de beaucoup de choses sur le gouvernement de Hugo Chávez, mais il est certain que son triomphe le plus récent confirme qu'il est fort loin d'être ce gouvernement autoritaire que l'opposition vénézuélienne, Washington et des secteurs de la social-démocratie internationale s'entêtent à décrire. Chávez a évité de réprimer les médias hostiles à son gouvernement et d'utiliser la force pour réprimer les manifestations qui exigeaient sa démission. Bien au contraire, il a répondu au défi de l'opposition en mobilisant ses partisans qui se sont révélés être beaucoup plus nombreux que ses détracteurs.
Parmi les grands vaincus de cette journée se trouvent les médias qui ont assumé le rôle d'intellectuels collectifs de l'opposition.
Avec l'échec des tentatives de coups d'Etat, des grèves générales et des référendums révocatoires, avec les points marqués, avec le carton que Chávez a fait, la Coordination démocratique ne peut plus compter aujourd'hui que sur deux options : ou chercher à se réinsérer dans le jeu démocratique, ou faire le pari d'un magnicide.

Luis Hernández Navarro

L’Amérique latine salue la victoire de Chávez

Bien que certains critiques estiment que le triomphe du président vénézuélien Hugo Chávez dans le référendum concernant son mandat puisse s’avérer perturbateur pour l’Amérique latine, des gouvernements de la région le saluent comme une leçon de démocratie. La gauche et le mouvement altermondialiste le considèrent comme leur propre victoire.
Le résultat de la consultation populaire vénézuélienne, favorable à la poursuite du mandat de Chávez jusqu’en janvier 2007, encouragera le refus du projet de l’Aire de libre commerce des Amériques (ALCA) que promeut Washington et renforcera les liens des différents pays, dont le Brésil, pour une intégration latino-américaine alternative.

« Ce triomphe démocratique donne à Chávez une énorme crédibilité morale comme leader d’une alternative populaire au néolibéralisme et renforce le projet d’une intégration latino-américaine différente de celle promue par Washington », a déclaré à IPS l’intellectuel allemand Hienz Dieterich, partisan du président vénézuélien et favorable au mouvement contraire à la globalisation actuelle.

Par contre, pour Benito Nacif, directeur des études politiques du Centre de recherche et d’enseignement économique de Mexico (CIDE), le triomphe de Chávez est « perturbateur » car c’est l’approbation « d’un président populiste, qui poursuit une politique économique désastreuse, et qui progresse en construisant des réseaux clientélistes ».

Cependant, le produit intérieur brut vénézuélien aura un taux de croissance de 12% cette année, selon la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes, après une forte diminution en 2002 et 2003, en partie en raison des dégâts provoqués par la grève pétrolière de deux mois contre Chávez, qui entraîna la perte de plus de 10 milliards de dollars.

« La gauche latino-américaine, a déclaré Benito Nacif à IPS, devrait être plus précautionneuse avec Chávez car beaucoup de ses postulats sont proches du populisme et de la manipulation, et sont différents de ceux d’un président de gauche comme le Brésilien Lula (Luiz Inácio Lula de Silva). » (…)

Face au référendum, dernier recours de l’opposition pour éliminer Chávez du gouvernement après un coup d’Etat raté et la grève pétrolière de deux mois en 2002 et 2003, peu de gouvernements sont restés indifférents.

Depuis Santo Domingo, où il se trouve pour assister à l’installation du nouveau président de ce pays Leonel Fernández, le ministre des affaires étrangères brésilien Celso Amorim, a déclaré ce lundi que le référendum renforçait la démocratie en Amérique du Sud. Les doutes sont « normaux » en tout processus électoral, a-t-il commenté à propos des dénonciations de fraude électorale, faites par l’opposition. Présents au Venezuela comme observateurs, des députés du Parti des travailleurs (PT) au pouvoir au Brésil, ont également manifesté leur satisfaction pour le triomphe de Chávez, en écartant la possibilité de fraudes. Bien plus, le député Jão Alfredo Melo a suggéré d’inclure un mécanisme similaire de consultation populaire pour la réforme politique en cours au Brésil, pour promouvoir une « démocratie plus participative ». De fait, Chávez est le premier président démocratiquement élu qui se soumet à une épreuve semblable.

La presse cubaine d’Etat s’est empressée de prédire le triomphe éclatant de Chávez et, même avant le vote, le président Fidel Castro a estimé que la victoire de son ami serait « une victoire continentale » qui influencera « définitivement le destin de l’Amérique latine ».

L’ancien président argentin Eduardo Duhalde (2002-2003), président de la commission des représentants permanents du Marché commun du Sud (Mercosud : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) a déclaré

que la confirmation du mandat de Chávez contribue à une intégration sud-américaine plus rapide. Chávez est « l'un des défenseurs les plus acharnés » du processus d'intégration, et la poursuite de sa présidence au Venezuela « facilite la perception d'une intégration régionale rapide ».
Ce lundi 16 août, le président argentin Néstor Kirchner a téléphoné directement à Chávez sa « satisfaction » pour le résultat obtenu, selon des sources citées par les médias de ce pays, tandis que son ministre des affaires étrangères Rafael Bielsa considérait que le triomphe était « sans appel ». Le processus référendaire a été suivi en Argentine avec enthousiasme et impatience par les militants des partis de gauche et les piqueteros (mouvement des chômeurs) qui ont réalisé une manifestation de soutien ce vendredi, et qui se réunirent la nuit du dimanche autour de l'obélisque central de Buenos Aires.

Même le président de droite de Colombie, Alvaro Uribe, qui est idéologiquement à l'opposé de Chávez, a félicité les Vénézuéliens en affirmant qu'ils « ont donné une belle leçon de démocratie au monde ».
« Félicitations, Venezuela, félicitations, président Chávez. Unité au Venezuela, pour un brillant avenir » déclarait le message envoyé par Uribe. (…)

Héctor de la Cueva, porte-parole du Réseau mexicain d'action face au libre-échange, a déclaré à IPS : « Bien que le mouvement altermondialiste ne soit pas chaviste et que nous critiquons certaines de ses stratégies gouvernementales, nous partageons beaucoup de ses postulats, c'est pourquoi son triomphe nous réjouit beaucoup. »
H. de la Cueva, un des fondateurs de l'Alliance sociale continentale, qui propose un autre modèle de mondialisation, a ajouté : « La victoire de Chávez nous montre que des positions différentes du néolibéralisme ont de larges assises dans la réalité latino-américaine. »

Chávez soutient que l'ALCA, telle qu'elle est projetée, ne doit pas se réaliser sur le continent américain. En échange, il propose l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), intégration basée sur la collaboration non sur la concurrence, qui de plus prendrait en compte les secteurs sociaux les plus démunis. « Avec un Chávez renforcé, estime Heinz Dieterich, l'ALBA a un avenir meilleur et bien plus encore si mûrissent les accords d'intégration que promeut le Venezuela avec le Brésil et l'Argentine. »

Parallèlement à la négociation de l'ALCA, le Brésil et ses voisins ont choisi de consolider l'alliance sud-américaine, en liant le Marché commun du Sud (Mercosur) avec la Communauté andine des nations (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela). Hienz Dieterich, chercheur à l'Université autonome métropolitaine de Mexico, soutient : « L'axe de pouvoir du Sud (Venezuela, Brésil et Argentine) prend de la force et devient une alternative valide et pratique par rapport aux postulats des Etats-Unis. »

H. de la Cueva a déclaré : « Grâce à la présence de Chávez et à celle de Lula au Brésil, grâce à la force de tout le mouvement social latino-américain, l'ALCA est voué à l'échec, tout comme nombre des politiques que veulent imposer Washington et le FMI. »

Par contre, B. Nacif estime que « le Brésil et l'Argentine n'ont pas choisi le modèle populiste et clientéliste de Chávez car ils sont plus responsables et ne veulent pas que leurs économies aillent au désastre ». Bien que le politologue concède que la victoire de Chávez « ne soit pas discutable d'un point de vue institutionnel », il l'a attribuée à la division de l'opposition vénézuélienne, à l'habileté du président pour faire porter à l'opposition la responsabilité de « tous les maux du pays » et à la construction de réseaux « clientélistes » par l'intermédiaire des plans sociaux en faveur des plus pauvres. Ces plans comprennent des programmes d'alphabétisation, la vente de vivres à bas prix, des microcrédits pour favoriser la production agricole, des bourses et des actions de base en matière de santé.

Diego Cevallos, avec le concours de Marcela Valente (Argentine) et de Mario Osava (Brésil)

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2742.
– Traduction Dial.

– Source (espagnol) : voir à la fin de chaque texte.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] Pacte du Point fixe.